

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
21 janvier 2021  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 21 janvier 2021, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent  
de la République bolivarienne du Venezuela auprès  
de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de me référer à la lettre de l'Ambassadrice et Représentante permanente de la République coopérative du Guyana auprès de l'Organisation des Nations Unies, Carolyn Rodrigues-Birkett, qui vous a été adressée en date du 14 janvier 2021 en réponse à notre lettre du 8 janvier (S/2021/25) établie pour dénoncer les événements récents qui compromettent et menacent la paix et la sécurité non seulement du Venezuela mais aussi de toute la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.

À la lumière des affirmations préoccupantes et trompeuses qui figurent dans la lettre de l'Ambassadrice Rodrigues-Birkett, nous sommes contraints de répondre par la présente afin de rétablir les faits et de clarifier la raison de notre dénonciation.

Premièrement, il convient de souligner que, dans sa lettre, la Représentante permanente du Guyana auprès de l'Organisation des Nations Unies se contredit lorsqu'elle affirme que les exercices conjoints entre la Force de défense de la République coopérative du Guyana et la Garde côtière des États-Unis « s[e] [sont] déroulé[s] entièrement dans les eaux guyaniennes », pour ensuite reconnaître la vérité, à savoir qu'il existe un différend sur les frontières et que « la Cour internationale de Justice » est « [s]aisie de l'affaire », ce qui démontre non seulement que le territoire faisant l'objet du litige n'a pas encore été délimité – raison pour laquelle le principe selon lequel « la terre domine la mer » ne s'applique pas en l'espèce – mais aussi que la République coopérative du Guyana s'arroge des pouvoirs et des compétences qu'elle n'a pas en tentant de fixer unilatéralement ses frontières, en violation flagrante du droit international.

Par ailleurs, il importe de souligner que, dans sa lettre du 8 janvier, la République bolivarienne du Venezuela a pris soin de ne pas faire de telles affirmations ou de s'arroger des compétences qui dépassent son pouvoir, et s'est simplement bornée à dénoncer la conduite des exercices conjoints susmentionnés « à très faible distance des eaux vénézuéliennes ». Cette formulation n'a pas été choisie par hasard, mais précisément pour éviter de revendiquer la juridiction sur un territoire qui n'a pas encore été délimité, contrairement à ce qu'a fait l'Ambassadrice Rodrigues-Birkett dans sa lettre du 14 janvier, pour chercher à faire croire aux membres du Conseil de sécurité qu'il s'agissait des eaux guyanaïses, ce qui révèle en fin de compte que la situation actuelle est malheureusement bien pire que ce que l'on pensait.



Par ailleurs, permettez-nous également d'appeler votre attention sur les déclarations conjointes du 30 septembre 2011 et du 17 octobre 2013 du Venezuela et du Guyana, toutes deux signées et, de fait, par l'Ambassadrice Rodrigues-Birkett, alors Ministre guyanaise des affaires étrangères, et par lesquelles les deux pays reconnaissent que « la délimitation des frontières maritimes entre [les] deux États reste une question en suspens » et que « cette délimitation nécessitera des négociations ». Il s'agit là d'une démonstration concrète des tentatives malheureuses de la partie guyanaise de désavouer ses propres actes, qui finissent par saper la crédibilité de ses paroles et de ses intentions de régler une question aussi délicate, tout en remettant en question sa prétendue bonne foi à régler le différend à l'amiable, d'une manière pratique et mutuellement satisfaisante, ce qui ne fait que confirmer la légitimité de nos préoccupations.

Deuxièmement, en ce qui concerne le décret souverainement émis par le Président Nicolás Maduro Moros le 7 janvier 2021 et publié près d'une semaine plus tard dans le Journal officiel du Venezuela du 13 janvier, nous dirons simplement qu'il s'agit d'un décret de nature interne et administrative, sans implications extraterritoriales, et qui ne fixe ni coordonnées délimitant le territoire ni frontières – contrairement à ce que prétendait l'Ambassadrice Rodrigues-Birkett dans sa lettre du 14 janvier – mais crée simplement une zone stratégique de développement national visant à protéger, développer et sauvegarder le front de mer atlantique du Venezuela, dans les espaces relevant de notre souveraineté et de notre juridiction. Néanmoins, à des fins de transparence, permettez-moi de citer l'article 2 du décret, qui démontre notre plein respect du droit international et notre adhésion à ses normes :

(...) La définition des zones faite dans le présent article n'a pas d'incidence sur les espaces maritimes des autres États, en conséquence du processus de délimitation et de démarcation qui a été mené à bien ou qui doit être convenu et ratifié. (...)

Par conséquent, compte tenu des faits exposés ci-dessus, il est profondément troublant que non seulement l'Ambassadrice Rodrigues-Birkett, mais aussi le Président Mohamed Irfaan Ali de la République coopérative du Guyana, dans ses remarques du 9 janvier, aient menti à la communauté internationale, car il est totalement faux que le Venezuela ait unilatéralement revendiqué « la souveraineté et les droits souverains exclusifs » que soit sur les eaux et le territoire guyanais ou sur la terre, la mer qui la jouxte et les fonds marins du territoire faisant l'objet du litige.

Troisièmement, permettez-nous de rappeler la raison pour laquelle nous nous sommes initialement adressés au Conseil de sécurité, à savoir la tentative du Gouvernement des États-Unis de provoquer un incident de nature militaire et de faire avancer son plan d'agression contre notre pays, dans le cadre d'une série de menaces systématiques et récurrentes des États-Unis d'utiliser la force contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique du Venezuela. Cette question relève bien du mandat du Conseil de sécurité, car il s'agit d'une menace pour la paix et la sécurité internationales, en particulier celles de la région d'Amérique latine et des Caraïbes, qui, depuis 2014, a été déclarée zone de paix.

À la lumière des points susmentionnés et des éléments fournis précédemment, il est aisé de conclure à une collusion entre la République coopérative de Guyane et les États-Unis d'Amérique. La véritable intention de ces derniers, actuellement dissimulée derrière une opération de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, est d'utiliser la République coopérative de Guyane pour introduire, pour la toute première fois, les forces armées américaines et imposer leurs intérêts nationaux dans une zone qui reste à délimiter et dans laquelle les entreprises américaines ont, et ce n'est évidemment pas une coïncidence, de nombreux intérêts économiques, notamment dans le domaine de l'énergie.

Enfin, nous saisissons la présente occasion pour réaffirmer le caractère bilatéral de la controverse territoriale qui existe de longue date entre le Guyana et le Venezuela au sujet de l'Essequibo, et nous renouvelons notre ferme engagement à régler ce différend à l'amiable, de manière pratique et mutuellement satisfaisante, conformément aux dispositions de l'Accord de Genève de 1966, par le dialogue et les négociations directes entre les parties, dans l'intérêt de la préservation de la paix et de la stabilité régionales.

Je sollicite respectueusement vos bons offices pour faire porter le texte de la présente lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité et le faire distribuer comme document de cet organe.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent de la  
République bolivarienne du Venezuela  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Samuel **Moncada**

---